

Religion

«La burqa? L'interdire est contraire à la liberté»

Le Centre suisse Islam et Société, à Fribourg, lance un nouveau master. Questions d'actualité à son directeur, Amir Dziri

Gabriel Sassoon Fribourg

Le Centre suisse Islam et Société s'étoffe. Cet automne, l'institution rattachée à l'Université de Fribourg proposera un master complet sur l'islam, présenté comme unique en Europe. «Il est ouvert à toutes les personnes qui souhaitent interroger cette religion d'un point de vue académique, une demande particulièrement pressante de la part des musulmans de Suisse», expose Amir Dziri. L'Allemand de 34 ans, d'origine tunisienne et musulman, a suivi des études en islamologie outre-Rhin. Terrorisme d'extrême droite et islamiste, reconnaissance de l'islam, laïcité: Amir Dziri répond à nos questions.

Une attaque terroriste vient de frapper les musulmans néo-zélandais, à Christchurch. Vous êtes inquiet?

Je suis triste. Comme après les attaques du Bataclan ou contre la rédaction de «Charlie Hebdo», à Paris. Je fais le lien car il est important de montrer que ces actes ont un point commun: ce n'est pas une religion, une entité définie, qui crée la violence, mais une idéologie de haine globale qui gagne de l'ampleur. Pour justifier son existence, elle peut invoquer la supériorité de la race blanche, comme à Christchurch, mais elle peut aussi se baser sur une lecture restrictive du Coran. Dans ce dernier cas, il faut faire attention de ne pas se laisser aller à un discours essentialisant qui stipulerait que ce sont les religions qui mènent au terrorisme.

Vous évoquez une lecture sélective du Coran. Le fait est que ces textes existent. N'est-ce pas problématique?

Ces sources jouent en effet un rôle, un terroriste retiendra les passages qui correspondent à son idéologie. Mais celui-ci est secondaire par rapport au besoin de justification initiale. Il suffit de voir le quotidien de l'immense majorité des musulmans, qui mènent une vie pacifique.

Si elle ne trouve pas sa source dans la religion, d'où vient alors cette violence?

Des personnes elles-mêmes. Si on compare toutes les biographies de



Amir Dziri est directeur du Centre suisse Islam et Société, à Fribourg. DR

terroristes, les mêmes caractéristiques ressortent, comme la frustration ou des indices préexistants d'un potentiel de violence, visibles parfois dans un long passé criminel.

L'islam n'est pas une religion conquérante menaçant les valeurs occidentales comme le décrit le pasteur Keshavjee dans son dernier livre?

Cette question n'a pas de sens. À certaines périodes de l'histoire, des dynasties se sont basées sur des textes religieux pour justifier leurs ambitions hégémoniques, mais d'autres ont eu une lecture inverse pour soutenir des règnes paisibles. L'islam n'est pas un fait abstrait que l'on peut essentialiser. Au même titre qu'il n'est pas conquérant, on ne peut pas parler d'un islam de paix.

Que faire alors pour empêcher que des textes servent à justifier la violence?

Il faut contextualiser. Se confronter à des passages pour comprendre dans quoi ils s'inscrivaient. Les musulmans doivent s'y atteler. Si un passage semble appeler à tuer les infidèles, on trouvera plus loin un désir de promouvoir la paix. En examinant attentivement les sour-

ces, on arrive à des conclusions raisonnables.

La demande de reconnaissance de l'islam par l'État, notamment dans le canton de Vaud, se heurte à des résistances. Celles-ci invoquent un conflit de valeurs. Que leur répondez-vous?

On ne peut pas accuser des associations musulmanes de s'isoler puis refuser leur souhait de participer au pacte politico-social suisse. La majorité des musulmans se considère avant tout comme suisse et respecte les valeurs du pays. Pour eux, reconnaître la primauté du droit suisse par rapport à la charia n'est pas un problème. La situation est autre pour les groupes religieux fondamentalistes, et peut aussi poser problème pour des communautés avec une histoire d'immigration plus jeune.

Mais qu'en est-il de l'égalité entre les sexes? Le port de la burqa est mis en avant pour illustrer l'incompatibilité de valeurs.

Les sources islamiques essaient d'établir une relation équilibrée entre hommes et femmes. Mais il est vrai que les communautés musul-

manes ont besoin de débattre sur les relations entre hommes et femmes et la sexualité. Les musulmanes font de plus en plus entendre leur voix, mais elles sont encore peu prises en considération. Comment leur donner une place dans leur religion quand ce sont les hommes qui dominent les discours religieux? S'agissant de la burqa, elle ne correspond pas à la culture européenne et même du point de vue religieux elle est fortement contestable, mais l'interdire est contraire à la liberté individuelle. Et le conflit n'existe pas puisqu'en Suisse ce vêtement est quasi inexistant.

Quel est votre avis sur la nouvelle loi sur la laïcité genevoise?

Je comprends la volonté d'établir une limite stricte à l'égard de tous les symboles religieux. Mais on constate que ces règles touchent principalement les minorités musulmanes. Le risque, c'est que des femmes voilées ne travaillent plus et se trouvent marginalisées. Une approche plus pratique consiste à essayer de déterminer si le voile est porté comme instrument politique servant à diffuser une idéologie, comme expression d'une identité culturelle ou religieuse.

À Lausanne, les prostituées se cachent pour travailler

La police vaudoise observe que la fermeture des salons et la réduction du périmètre de prostitution poussent les filles au travail clandestin

Dans le quartier de Sévelin à Lausanne, où le périmètre dévolu à la prostitution a été réduit, le constat est clair. Les travailleuses du sexe sont moins nombreuses. Tout comme les clients. Même les fameux «salons de massage» sont en diminution un peu partout, révélait «24 heures» le 23 février dernier.

Et pourtant, rien n'indique que le nombre de prostituées actives sur le territoire vaudois a diminué. En 2008, leur effectif était estimé à environ 700, un chiffre publié en avril 2018 dans le projet de réforme de la loi vaudoise qui veut établir une obligation d'annonce des prostituées.

Combien sont-elles actuellement? Les spécialistes du terrain mettent en garde. Le secteur est en mouvement constant. Difficile donc de donner une photographie actuelle précise. L'an dernier, la police cantonale vaudoise estimait toutefois que le nombre de femmes à vendre leur corps se situait entre 800 et 1000 personnes. L'effectif serait donc stable, voire en légère augmentation.

Si les travailleuses du sexe sont moins visibles dans les rues, où sont-elles? Un expert de la Cellule investigation prostitution (CIPRO) de la police cantonale, qui ne souhaite pas voir son nom publié, confirme l'hypothèse d'une évolution vers une clandestinité croissante.

Les inspecteurs spécialisés perdent peu à peu un contact indispensable avec une population de plus en plus vulnérable à la prise de contrôle par des «gros bras» et des réseaux, comme ceux du Nigeria ou de Roumanie récemment démantelés: «La pression des «réseaux» a commencé à se ressentir à partir de 2014, peu après que les salons de la rue de Genève 85, à Lausanne, ont été fermés pour des raisons d'insalubrité et de risques d'incendie, explique l'ins-

pecteur. Avant, les prostituées racolaient dans la rue et pouvaient proposer leurs prestations dans des locaux. D'un coup, environ 60 travailleuses du sexe se sont retrouvées sans cette possibilité. Une population plus vulnérable actuellement doit travailler à la sauvette, dans des arrière-cours ou des voitures. La réduction du périmètre de Sévelin contribue à fragiliser cette population.»

La réduction du périmètre de Sévelin est au centre de critiques, notamment de l'association Fleur de pavé. Le débat est vif parmi les partis représentés au Conseil communal de Lausanne. La clandestinité semble aussi se répandre dans des appartements loués par le biais d'Airbnb comme le montre le démantèlement, en février, d'un réseau actif à Genève.

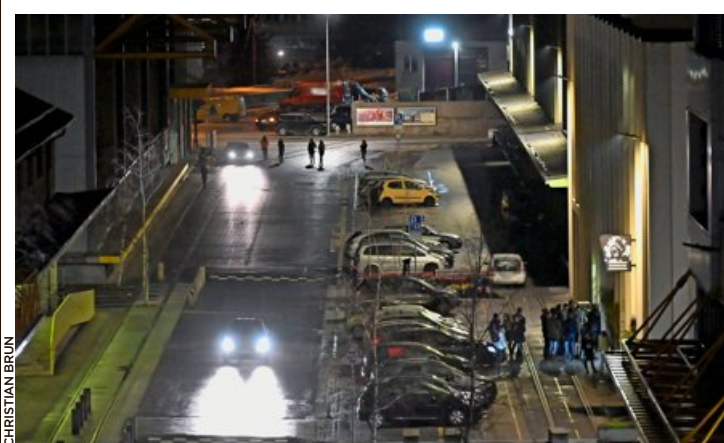
Cette «clandestinisation» des prostituées complique le travail des policiers spécialisés: «C'est au travers de leur langage non verbal qu'on comprend qu'elles ne vont pas bien. Nous essayons ainsi de lutter contre les gros bras, afin qu'ils ne prennent pas le milieu. Sinon, en quelques mois, ils prennent le dessus», déclare le spécialiste de la CIPRO.

Les salons, recensés par la police cantonale vaudoise du commerce, permettent aussi aux inspecteurs de garder le contact avec celles qui y travaillent. Or, la réduction de leur nombre est spectaculaire, et cela dans tout le canton de Vaud: au début des années 2000, plus de 300 lieux de plaisir étaient recensés, contre 135 aujourd'hui.

Reste une question: que sont devenues les femmes qui travaillaient dans ces salons qui ont fermé?

C'est justement cette ignorance qui présente un danger. La police attend avec impatience que le Grand Conseil vote la réforme de la loi vaudoise sur la prostitution, qui institue une obligation d'annonce pour les prostituées. D'autres cantons romands ont adopté cette disposition. C'est le cas de Genève par exemple.

Philippe Maspoli et Romaric Haddou



Les spécialistes craignent que les prostituées ne désertent le quartier de Sévelin pour travailler dans la clandestinité.

Initiative pour le don d'organes déposée

Politique L'initiative populaire «Pour sauver des vies en favorisant le don d'organes» a été remise vendredi à la Chancellerie fédérale à Berne avec 113 000 signatures valides. Elle demande que toute personne devienne donneuse d'organes tant qu'il n'y a pas de refus explicite. **ATS**

Signes religieux interdits au tribunal

Bâle-Ville L'interdiction du port de symboles religieux, imposée aux employés du Tribunal cantonal de Bâle-Ville en présence des parties, ne viole pas la liberté religieuse. Le Tribunal fédéral a rejeté le recours d'un avocat contre ce règlement. **ATS**

Landsgemeinde 2.0



La très traditionnelle Landsgemeinde annuelle d'Appenzel Rhodes-Intérieures sera pour la première fois retransmise en direct sur internet. L'assemblée populaire, qui se tiendra le 28 avril, sera visible sur le site du canton. Le gouvernement a donné son accord à ce projet pilote, a communiqué vendredi la Chancellerie. La société chargée de la diffusion des images est la même qui retransmet déjà la Landsgemeinde de Glaris. **ATS**

Valais Sion Airshow n'aura pas lieu

L'Aéro-Club Valais jette l'éponge pour le meeting aérien Sion Airshow prévu en 2021. En cause notamment des problèmes de finance et de logistique. L'édition 2017 du Sion Airshow n'a pas répondu aux attentes. Du point de vue des finances, la manifestation affiche une perte de quelque 100 000 francs. Satisfaite de la fréquentation (51 000 spectateurs contre 60 000 en 2011), l'organisation déplore en revanche un important manque à gagner côté consommations. La logistique n'était pas à la hauteur, a indiqué Jean-Yves Bonvin, président du comité d'organisation. **ATS**

Fribourg L'allemand pour deuxième langue

L'allemand est proposé comme seconde langue officielle du Grand Fribourg, ce projet de fusion qui doit réunir neuf communes. Cela signifie notamment que les enfants de la nouvelle entité pourraient être librement scolarisés en français ou en allemand. La commune fusionnée «doit mieux tirer profit de sa position de ville pont entre la Suisse romande et la Suisse alémanique», explique vendredi dans un communiqué l'Assemblée constitutive du Grand Fribourg, se basant sur le rapport du groupe de travail «Histoire et identité». **ATS**

Le chiffre

75,4

En millions de francs, il s'agit du montant demandé par le Conseil fédéral au parlement. En effet, les moyens prévus au budget 2019 sont insuffisants. La rallonge est principalement destinée à financer les réparations pour les victimes de mesures de coercition. Une enveloppe de 58,5 millions vise à accélérer le traitement des demandes déposées par ces personnes. Suite à des changements dans le processus, tous les requérants doivent avoir obtenu au moins une décision d'ici à la fin de 2019. **ATS**

Un policier se tire dans la jambe

Thurgovie Un agent de la police cantonale thurgovienne s'est blessé à la jambe avec son arme de service vendredi à Sulgen (TG). Un coup est parti pour une raison encore inconnue. **ATS**

Vingt ans de prison pour double meurtre

Neuchâtel L'auteur du double homicide des Verrières (NE) en août 2017 a écopé de 20 ans de prison. Le Tribunal criminel de Boudry l'a reconnu coupable vendredi de l'assassinat de son ancienne compagne et du nouvel ami de celle-ci. La thèse du crime passionnel a été rejetée. **ATS**